

POUR UNE SORTIE DE LA CRISE EN AFGHANISTAN

DEUX FACTEURS-CLEFS A L'APPROCHE DE 2014 : RECONCILIATION ET ECONOMIE POLITIQUE

PAR

Thomas RUTTIG*, Martine VAN BIJLERT* et Mathieu LEFEVRE*

L'annonce par l'OTAN de la date de 2014 pour procéder au transfert de la responsabilité en matière de sécurité aux forces de sécurité afghanes marque le début d'une nouvelle phase dans l'intervention internationale en Afghanistan. Cette annonce a été accueillie avec soulagement par les pays contributeurs de troupes et leurs opinions publiques, tous de plus en plus désireux de se sortir de ce que le ministre de la Défense français, Alain Juppé, a décrit, au cours de l'une de ses premières interventions après son entrée en fonction, comme le « *piège afghan* »¹. Toutefois, des doutes persistent quant au coût de cette intervention, la probabilité de progrès durables et la faisabilité de la transition envisagée. Certains observateurs et une majeure partie de la population afghane redoutent même un possible effondrement de l'Etat afghan après le retrait des troupes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN).

Les annonces de l'OTAN et des Etats-Unis sont bien sûr suivies avec beaucoup d'attention en Afghanistan. La carte complexe du pouvoir, déjà secouée par l'annonce du président Obama que 2011 marquerait le début du retrait des troupes américaines, est à nouveau en train de changer. La situation politique aujourd'hui ressemble plus à l'Afghanistan post-soviétique et pré-taliban, à l'inverse des espoirs suscités par l'intervention internationale de 2001. En effet, depuis 2001, l'implication de la communauté internationale a été pour une grande part menée au mépris des réalités afghanes. Plutôt que de les comprendre et les intégrer, une certaine forme de réalité parallèle s'est instaurée dans les correspondances diplomatiques circulant entre les ministères à Kaboul et entre Kaboul et les capitales étrangères.

A l'approche de 2014, les gouvernements occidentaux vont sans doute tenter de persuader leurs électeurs du succès de l'opération de la Coalition, justifiant ainsi les dépenses considérables et le nombre de soldats étrangers tombés au front depuis 2001. Cela risque de découpler plus encore la communication médiatique des réalités du terrain et de brouiller la visibilité pour ceux qui veulent continuer à travailler en Afghanistan au-delà de 2014. Cet article espère être un pas vers une appréciation plus équilibrée des réalités.

* Cofondateurs et codirecteurs de l'Afghanistan Analysts Network (AAN), un centre de recherche indépendant dont l'objectif est de réunir les connaissances et l'expérience d'un grand nombre d'experts pour informer et accroître la compréhension des réalités afghanes (www.aan-afghanistan.org)

** Ancien conseiller politique à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et collaborateur à l'AAN.

¹ Renaud Girard, "Alain Juppé voit dans l'Afghanistan «un piège»", *Le Figaro*, 17 novembre 2010.

RECONCILIATION : SE PASSE-T-IL VRAIMENT QUELQUE CHOSE DE NOUVEAU² ?

Le débat sur la « réconciliation » nationale en Afghanistan a commencé à évoluer en 2010. Il n'est aujourd'hui pas certain qu'un processus de réconciliation à proprement parler ait déjà commencé ou que des contacts sérieux aient été établis avec les insurgés. Quoi qu'il en soit, il semble peu probable que des négociations de substance aient pu se dérouler dans le contexte actuel. L'intérêt accru pour des négociations avec les insurgés ou pour une sorte d'accord politique, encouragé par les médias, suggère qu'il pourrait y avoir un réalignement imminent et fondamental des alliances et des conflits politiques dans un futur proche.

Qu'est-ce que la réconciliation ?

Le débat à propos de la « réconciliation » est pollué par un langage imprécis qui doit être clarifié. Dans le débat public, le terme « réconciliation » même est largement utilisé comme un synonyme pour des négociations avec les Talibans dans le but de mettre fin aux hostilités armées et d'obtenir un arrangement politique en Afghanistan. Cependant, conceptuellement, cette définition est beaucoup trop étroite, tout d'abord parce qu'un accord politique ne mettrait pas nécessairement fin au conflit actuel, mais aussi parce qu'il ne permettrait pas d'aborder nécessairement ses causes sous-jacentes, plus profondes que les événements du 11 septembre.

Si nous parlons ici de « réconciliation », c'est dans le sens d'un large processus social, qui prendrait en considération et soignerait les blessures infligées aux Afghans pendant plus de trente années de guerre, avec tout ce que cela comporte de violations lourdes des droits de l'homme, de crimes de guerre, de désintégration du tissu social et d'émergence d'une culture de la violence, incluant l'usage de plus en plus répandu de moyens terroristes, qui domine encore les rapports dans la société et les institutions politiques afghanes. Les contacts avec les Talibans et d'autres groupes d'insurgés, allant de l'établissement de premiers contacts exploratoires à la possibilité, dans le futur, de négociations, n'en constitueraient qu'une partie. Il est même possible qu'ils soient en contradiction avec une authentique réconciliation, en particulier s'ils se limitent à un « accord politique » entre factions armées ou clans politiques qui ne serait pas fondé sur un large consensus politique et qui serait imposé à ceux qui ne feraient pas partie de cet accord.

Il y aurait de fortes probabilités que des négociations qui mèneraient à un simple partage du pouvoir et qui incluraient d'un côté le camp d'Hamid Karzaï à Kaboul – essentiellement un réseau d'intérêts fondés sur un pouvoir économique renforcé par des quasi-milices – et de l'autre un groupe ou une faction d'insurgés ne soient qu'une redistribution du butin, ne mettant pas fin au conflit dans son ensemble. Un pacte entre « voleurs »³ ne serait pas à même de faire disparaître les causes majeures de l'insurrection, tout comme la généralisation de l'exclusion économique et politique, le comportement prédateur des représentants du gouvernement, la corruption et l'impunité. Une partie de l'insurrection risque de décider de continuer à lutter, en particulier si elle continue à être soutenue par des pouvoirs extérieurs. Les factions armées du nord de l'Afghanistan qui ne seraient pas incluses dans cet accord ou qui y seraient opposées pourraient continuer à se réarmer. La société civile pourrait lancer une campagne de protestation contre un tel accord.

² Les analyses dans ce passage sont en partie tirées d'un rapport à venir, publié par AAN et la New America Foundation.

³ Matt WALDMAN, *Dangerous Liaisons with the Afghan Taliban : the Feasibility and Risks of Negotiations*, USIP Special Report, n° 256, 10 oct. 2010, p. 15.

Dans ce contexte, l'« Occident » aussi doit revoir sa position. En tant que partie prenante du conflit, il ne peut plus agir comme un « réconciliateur » – c'est-à-dire comme un arbitre neutre – aux yeux d'une majorité d'Afghans, qui avaient initialement soutenu l'intervention de l'après-11 septembre, dans sa composante militaire et civile, comme aux yeux des insurgés. L'Occident a perdu cette position précisément parce qu'il ne s'est pas comporté comme un acteur neutre dans le paysage politique afghan de l'immédiat post-Talibans : tout d'abord, en intégrant les seigneurs de guerre sans légitimité dans la nouvelle organisation politique, tout en leur accordant l'impunité ; ensuite, en soutenant de manière inconditionnelle un gouvernement central qui se comportait comme une faction, au lieu d'unifier le pays, et qui a perdu sa légitimité au cours de ce processus ; et, enfin, en ne réagissant pas aux ouvertures des Talibans pour rejoindre le nouveau système⁴.

Principaux développements récents

L'année 2010 a commencé avec une conférence à Londres, en janvier, au cours de laquelle le gouvernement afghan et ses alliés extérieurs ont accueilli des initiatives pour offrir une « *place honorable dans la société à ceux qui souhaitaient renoncer à la violence, participer à cette société libre et ouverte et respecter les principes consacrés par la constitution afghane, couper les liens avec Al Qaïda et les autres groupes terroristes et poursuivre leurs buts politiques de façon pacifique* »⁵. Avec la Conférence de Londres, le gouvernement Karzaï a ostensiblement pris l'initiative sur les questions de « réconciliation ». La base politique est le Programme de paix et de réintégration de l'Afghanistan (PPRA), qui, soutenu par le Président afghan, ressemble cependant davantage à une proposition de projet – et de financement – qu'à une stratégie à part entière. Le budget considérable fourni pour l'accompagner va sans doute créer des effets pervers.

La *Jirga* consultative pour la paix, qui s'est tenue au début du mois de juin 2010, a constitué une autre tentative pour établir une démocratie de consensus à l'afghane, comme durant la *Loya Jirga* d'urgence et la *Loya Jirga* constitutionnelle en 2002 et 2003. Toutefois, si on regarde plus attentivement la liste de ceux qui étaient inclus dans ce consensus, on peut voir que des groupes importants ont été laissés à l'écart, que les débats ont été savamment orchestrés et contrôlés et que des décisions importantes, comme l'approbation du PPRA, ont été prises ailleurs. Alors que le gouvernement Karzaï affirmait avoir obtenu un consensus national sur la « réconciliation », cette *jirga* a été vue par beaucoup d'Afghans comme une réunion largement symbolique, visant à entériner sans discuter un processus financé par l'étranger⁶.

Sous la pression des initiatives occidentales visant à passer le relais de la responsabilité en matière de sécurité au gouvernement afghan d'ici à 2014, le président Karzaï a confirmé pour la première fois que son gouvernement maintenait des contacts « durables » avec les Talibans à différents niveaux. Au même moment, il a minimisé leur importance, en les signalant comme étant « à l'état naissant » et « pas beaucoup plus qu'un échange de désirs de paix »⁷. Il

⁴ Cf. Anand GOPAL, *The Battle for Afghanistan : Militancy and Conflict in Kandabar*, New America Foundation Policy Paper, Washington, 9 nov. 2010, p. 6 ; Michael SEMPLE, *Reconciliation in Afghanistan*, USIP Perspectives Series, Washington, 2009, pp. 39-42.

⁵ Cf. le site Internet afghanistan.hmg.gov.uk/en/conference/london-conference/communiquer/.

⁶ Pour une analyse plus détaillée de la *Jirga*, cf. les rapport de l'AAN, don't notamment: Kate CLARK, « Preparing the delegates », 31 mai 2010, disponible sur le site Internet www.aan-afghanistan.org/index.asp?id=785, et « The Afghan jungle's big beasts and 'lively debate' », 4 juin 2010, disponible sur le site Internet www.aan-afghanistan.org/index.asp?id=797 ; Thomas RUTTIG, « Déjà vu of big tent 'democracy' », 4 juin 2010, disponible sur le site Internet www.aan-afghanistan.org/index.asp?id=799 ; Martine VAN BIJLERT, « How serious is the Peace Jirga ? », 28 mars 2010, disponible sur le site Internet www.aan-afghanistan.org/index.asp?id=711.

⁷ Cf. Joshua PARTLOW, « Karzai wants US to reduce military operations in Afghanistan », *Washington Post*, 14 nov. 2010.

y a également eu de nombreux contacts du gouvernement de Kaboul avec le Hezb-e-Islami, le deuxième plus grand groupe d'insurgés. Deux émissaires ont été reçus par Karzaï et ont mené des négociations qui, en revanche, n'ont abouti à aucun résultat clair. Parallèlement, le gouvernement de Kaboul a minimisé ces contacts comme étant des discussions peu importantes qui n'ont débouché sur aucune conclusion. Certes, ces contacts avec les insurgés existent, mais ils n'ont pas été systématisés et il n'y a toujours pas de stratégie d'ensemble pour avancer sur les négociations ou sur la réconciliation. Suivant les décisions de la *Jirga* de paix, le gouvernement Karzaï a institué un Haut Conseil pour la paix de 70 membres à la fin du mois de septembre, qui est censé ouvrir des canaux et créer un mécanisme pour des négociations avec les insurgés. En juillet, il a soumis le Programme de paix et de réintégration de l'Afghanistan à la conférence internationale de Kaboul, conférence de suivi de celle de Londres, et celui-là a été approuvé par la « communauté internationale ».

Les institutions établies pour mettre en œuvre la réconciliation (la *Jirga* de paix et le Haut Conseil pour la paix) ont beaucoup de défauts. Le plus important est qu'elles ne sont pas représentatives et ne vont pas vers un consensus national sur les négociations et la réconciliation. Les délégués à la *Jirga* de paix, ainsi que ceux du Haut Conseil pour la paix ont été sélectionnés par les alliés du Président et ensuite ornés d'un « quota de femmes » – d'ailleurs significativement inférieur à celui du Parlement. Les procédures-clefs de la *Jirga* de paix, comme la composition et le choix des présidents des groupes de discussion, ont été hautement contrôlés. Dans la session plénière finale, le président de la *Jirga* a annoncé que le plan de paix du gouvernement, c'est-à-dire le PPRA, était unanimement soutenu, alors même qu'il n'avait pas été évoqué dans les discussions et que le document n'avait pas été distribué à tous.

Le Haut Conseil pour la paix est largement formé d'anciens djihadistes et de responsables anti-Talibans, la plupart, mais pas tous, étant des hommes forts dans leur province. On y trouve également les responsables de la branche légale du Hezb-e-Islami et d'autres djihadistes dissidents, différents « Talibans réconciliés » et un grand nombre de soutiens d'Hamid Karzaï – certaines de ces catégories se recoupant –, accompagnés d'une poignée de femmes et d'un « intellectuel urbain » sans affiliation. Les principaux représentants de l'opposition politique – ou du moins ce qu'il en reste –, conduite par le Dr. Abdullah Yunus Qanooni et la famille Massoud, en sont en revanche absents, ainsi que la société civile, les représentants des partis politiques modérés ou pro-démocratiques, les hommes d'affaire indépendants, la communauté des organisations non gouvernementales et les personnalités des médias. Il ne s'agit pas d'une liste d'individus choisis pour leurs contacts ou leurs capacités de médiation. C'est une nouvelle confirmation du véritable visage du pouvoir politique, armé et économique et du type de gens à qui « le palais » fait confiance. En particulier, le Conseil présente à son sommet les mêmes figures que celles qui se trouvent déjà dans le Conseil consultatif informel du président Karzaï ou dans son proche entourage. De ce point de vue, le Haut Conseil est plus une institution de préservation du *statu quo* qu'une institution qui pourrait ouvrir le processus et intégrer les nouveaux venus sur des bases qui ne seraient pas établies d'avance⁸. Cela pose la question plus importante de savoir si le gouvernement Karzaï et les responsables djihadistes du Haut Conseil sont réellement prêts à la réconciliation, c'est-à-dire à partager le pouvoir, en particulier avec un mouvement comme les Talibans qui, du moins en partie, est connu pour son attitude anti-corruption, associée à des méthodes brutales pour la mettre en œuvre.

⁸ Cf. Martine VAN BIJLERT / Thomas RUTTIG, « Warlords' Peace Council », *AAN blog*, 28 sept. 2010, disponible sur le site Internet www.aan-afghanistan.org/index.asp?id=1175.

De nombreux groupes de fédération de la société civile afghane ont appelé, le 4 octobre 2010, au remplacement des membres du Haut Conseil « *qui sont accusés de violations des droits de l'homme et [qui sont] suspectés de crimes de guerre [...] par des experts et des personnes ayant une plus grande expérience de la résolution de conflit, de la médiation et de la réconciliation* » et à l'implication des organisations de la société civile « *dans toute la prise de décision* »⁹. Puisqu'il y a cependant peu de chances que cette demande soit entendue, une alternative serait d'élargir le Conseil existant ou d'établir un Haut Conseil pour la paix « parallèle », avec des représentants de la société civile et d'autres groupes sous-représentés.

Au début de l'année, le Pakistan, en tant que protecteur principal des différents groupes d'insurgés, a revendiqué une position-clef dans toute initiative politique, en montrant clairement – par l'arrestation de l'ancien chef taliban Mollah Baradar au début du mois de février¹⁰ – qu'aucune négociation ne pourrait avoir lieu sans son accord. Baradar, le chef des opérations *de facto* du mouvement, aurait apparemment tenté d'ouvrir un canal séparé de négociations avec Kaboul, indépendamment des soutiens des Talibans dans l'institution militaire pakistanaise¹¹. A ce moment-là, Baradar, en tant que deuxième autorité talibane la plus haute, à la tête du Conseil des dirigeants (*Rahbari Shura*), était le Taliban de plus haut rang encore capable d'agir ; seul le mollah Muhammad Omar, en tant que chef spirituel ou *amir ul-mo'menin* des Talibans, a une position plus haute. Le mollah Omar, en fuite, s'est tenu à l'écart de la plupart du mouvement et on dit qu'il n'est pas favorable aux négociations. Le Pakistan a aussi cessé de nier que les Talibans utilisaient des refuges sûrs sur son territoire et admet désormais ouvertement qu'il est capable de les influencer. En février, le général Ashfaq Parvez Kayani, chef d'état-major de l'armée de terre, a fait une offre à l'OTAN en disant que son pays serait prêt à ouvrir des canaux de communication avec les Talibans¹².

Le changement de la politique américaine

A la suite du remplacement du général Stanley McChrystal en juin comme commandant des forces de l'OTAN, un autre changement a été opéré dans la stratégie des Etats-Unis. Sous le général David Petraeus, a été adoptée une approche à deux voies, qui consiste à parler aux insurgés tout en continuant à les décimer. Cela est fondé sur l'approche du président Barack Obama visant à « désorganiser » Al Qaïda et « affaiblir » les Talibans jusqu'à un niveau qui les empêcherait de revenir au pouvoir¹³. Cela fut largement perçu comme une tentative d'affaiblir militairement les Talibans pour les forcer *in fine* à s'asseoir à la table des négociations. Une vague de rumeurs sur des « négociations » supposées entre des insurgés de haut rang et le gouvernement afghan a donné l'impression que des progrès significatifs avaient été réalisés, mais ces rumeurs se sont ensuite dissipées¹⁴.

⁹ Résolution de la société civile, 4 oct. 2010, disponible sur le site Internet www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/VVOS-89WJSX?OpenDocument.

¹⁰ Un nom de guerre, son vrai nom est Abdul Ghani. La date exacte de son arrestation n'est pas connue. Cf. Mark MAZZETTI / Dexter FILKINS, « Secret joint raid captures Taliban's top commander », *New York Times*, 16 fév. 2010.

¹¹ Selon certaines sources officieuses, des rencontres ont eu lieu à Spin Boldak, une ville à la frontière avec le Pakistan, où étaient présents des membres de la famille Karzaï, mais où des sujets plus commerciaux que politiques y auraient été abordés.

¹² Cf. Jane PERLEZ, « Pakistan is said to pursue role in US-Afghan talks », *New York Times*, 9 fév. 2010.

¹³ President Obama's Final Orders for Afghanistan Pakistan Strategy, or Terms Sheet, cité par Bob WOODWARD, *Obama's Wars*, New York, 2010, p. 385.

¹⁴ Martine VAN BIJLERT, « Are talks with the Taleban snow-balling ? », *AAN blog*, 20 oct. 2010, disponible sur le site Internet www.aan-afghanistan.org/index.asp?id=1241.

La stratégie américaine a, dans les faits, davantage sapé que servi les chances de négociations. Les responsables talibans et de larges pans de la population afghane, y compris sa classe politique, ne croient pas que les Etats-Unis se consacrent réellement à la « réconciliation ». Le document final du Sommet de l'OTAN à Lisbonne, en novembre, n'y fait d'ailleurs, de manière caractéristique, pas référence. En dépit du nombre important de victimes parmi les Talibans, y compris leurs commandants, leur action ne semble pas avoir été stoppée ou réellement entravée. A l'inverse, leur portée géographique, leur « diversité ethnique » et leur potentiel d'intimidation semblent continuer à croître. Cela a été confirmé dans les trois régions majeures de l'insurrection : le sud, le sud-est et le nord de l'Afghanistan ; il existe même une escalade des combats dans la région Est. En réalité, la double stratégie américaine a encore diminué leur empressement à s'asseoir à la table des négociations. Elle est même en train de provoquer l'essor d'une nouvelle génération de commandants talibans, plus jeunes, plus radicaux, qui remplacent ceux qui ont été tués ou capturés par les forces américaines. S'il s'avérait qu'ils puissent monter dans la hiérarchie, pourrait émerger un réel mouvement néo-taliban, éventuellement capable de rejeter un accord politique auquel les responsables actuels auraient souscrit. Un tel mouvement serait sous une influence pakistanaise beaucoup plus forte que le mouvement actuel et pourrait servir de force de réserve pour la période suivant le retrait occidental.

La réconciliation en 2010

L'arrestation de Baradar au début de l'année 2010 s'est accompagnée d'une vague d'arrestations ou d'assignations – certaines ont été rapportées¹⁵, d'autres non – d'au moins une demi-douzaine de hauts responsables par les services de renseignement pakistanais, l'ISI. Cette liste inclut un grand nombre de responsables occupant une position-clef dans le mouvement taliban et reflète l'énorme ampleur du contrôle du Pakistan sur les dirigeants talibans sur son territoire. A travers ces mesures, l'armée pakistanaise a *de facto* revendiqué un veto pour toutes les négociations avec les Talibans et, par conséquent, pour le futur politique de l'Afghanistan.

Pendant ce temps, le général Petraeus a semblé avoir abandonné sa stratégie contre-insurrectionnelle centrée sur la population, qu'il avait développée, en faveur d'une approche essentiellement antiterroriste et a remplacé les critères qualitatifs de mesure du progrès en Afghanistan par des critères quantitatifs. Bien que sa nouvelle stratégie ait été décrite comme une approche à deux branches, « *tirer et parler* »¹⁶, l'accent y est porté sur le fait de « tuer et capturer » les insurgés. Cette stratégie a eu pour résultats qu'un grand nombre de commandants talibans ont été retirés du combat par les forces américaines en 2010 : entre mi-mai et mi-août seulement, 350 commandants de niveau moyen auraient été tués ou capturés ; à la fin du mois d'octobre, 15 gouverneurs « fantômes » – les gouverneurs provinciaux mis en place par les Talibans – auraient été trouvés parmi les victimes. Au même moment, l'armée américaine a enregistré une augmentation de 11 % des victimes civiles par rapport à l'année précédente¹⁷.

¹⁵ Diverses sources médiatiques et privées ayant des liens avec les Talibans et interrogées par les auteurs apportent différents témoignages sur le nom des personnes arrêtées ou assignées. Cf. par exemple Anand GOPAL, « Half of Afghanistan Taliban leadership arrested in Pakistan », *The Christian Science Monitor*, 24 fév. 2010, ou Deb Riechmann / Munir Ahmad, 'Pakistani officials: Nearly 15 top Taliban held', Associated Press P, 25 février 2010, ou Tolo TV (Kabul), Nouvelles (en dari), 28 fév. 2010.

¹⁶ « He [Petraeus] is shooting more, increasing special-operations raids and bombings on Taliban commanders. But he is also talking more – endorsing President Hamid [sic] Karzai reconciliation talks with Taliban officials », in « Diplomacy with a punch », *Washington Post*, 19 oct. 2010.

¹⁷ David S. CLOUD, « Afghan civilian deaths caused by allied forces rise », *Los Angeles Times*, 1^{er} nov. 2010.

Dans les régions où l'insurrection est la plus forte, en revanche, cette stratégie n'a pas donné lieu à une diminution de l'activité insurrectionnelle. Dans l'Afghanistan du Sud et du Sud-Ouest, le nombre d'attaques d'insurgés augmente et, dans le Sud-Est, encore plus rapidement que dans le Sud. Apparemment, même le dynamisme du recrutement taliban n'est pas entravé. Les opérations de l'OTAN dans le Sud, notamment à Marja et autour de Kandahar, n'ont eu qu'un succès limité. Dans le Sud-Est, le réseau Haqqani a installé des bases permanentes sur le territoire afghan pour la première fois et est en ce moment en train d'établir des structures de gouvernement parallèle comme dans le Sud. Selon certaines sources militaires américaines – à l'opposé de la campagne d'« information publique » des Etats-Unis et de l'OTAN, qui, disposant de financements importants, a essayé de projeter une évolution positive –, les Talibans resteraient même capables de compenser leurs pertes et de maintenir leur structure de commandement et de contrôle¹⁸.

Au même moment, des rapports de régions diverses d'Afghanistan indiquent que les commandants qui remplacent ceux qui ont été tués et capturés sont de plus en plus jeunes et sont plus radicaux que leurs prédécesseurs. Le changement générationnel au sommet du réseau Haqqani, très centralisé dans le Sud-Est, est un exemple parmi d'autres de ce phénomène. Là, la transition du dirigeant *moudjahidin* charismatique, dépositaire de l'autorité tribale mais souffrant, Jalaluddin Haqqani, à son fils, moins expérimenté mais plus radical, Serajuddin Haqqani, qui assume déjà la responsabilité des opérations militaires du réseau au jour le jour, est presque complète. Haqqani le Jeune était inexpérimenté pour combattre dans le djihad anti-Soviet et a reçu une éducation wahhabite religieuse en Arabie saoudite à cette époque-là. Par conséquent, son ancrage dans sa tribu d'origine, Dzadran – le noyau dur du réseau –, est beaucoup plus faible que celui de son père¹⁹.

Du côté américain, cette radicalisation semble, contre toute attente, ne pas être une évolution gênante : le général Petraeus a affirmé à plusieurs reprises que « *la situation va empirer avant de s'améliorer* ». Cette appréciation pourrait être motivée par l'hypothèse que des commandants talibans plus radicaux et plus brutaux pourraient finir par pousser les populations locales dans les bras du gouvernement de Kaboul. Si c'est le cas, c'est une spéculation à haut risque – en particulier étant donné le court terme qui prévaut dans l'agenda américain en Afghanistan. Tout compte fait, l'armée américaine et la pratique politique sur le terrain ne semblent pas indiquer que les Etats-Unis soient réellement intéressés par la poursuite d'une solution politique avec les Talibans. Les négociations semblent ne relever que d'un plan B – pourquoi négocier quand les adversaires sont faibles ? L'accent semble être plutôt mis sur leur affaiblissement, voire leur destruction au plan militaire.

Pré-conditions et lignes rouges

Le processus de réconciliation, même s'il devait être promu par les Américains, ne pourrait s'affranchir d'un certain nombre de pré-conditions ou de « lignes rouges », même si celles-là ne sont pas figées. Comme première étape, des canaux constructifs doivent être ouverts pour sonder les positions des uns et des autres. Le peu de contacts existant aujourd'hui peut avoir du sens. En adoptant une approche coordonnée entre le gouvernement afghan, le Haut Conseil pour la paix et les autres acteurs afghans, ainsi que

¹⁸ Greg MILLER, « US military campaign to topple resilient Taliban hasn't succeeded », *Washington Post*, 27 oct. 2010. Confirmé par des observateurs afghans et étrangers.

¹⁹ Cf. Tom GREGG, « Talk to the Haqqanis, before it's too late », *Foreign Policy, AfPak Channel*, 22 sept. 2010, disponible sur le site Internet afpak.foreignpolicy.com/posts/2010/09/22/talk_to_the_haqqanis_before_its_too_late.

leurs alliés étrangers, on évitera une cacophonie de voix conduisant les acteurs impliqués à être montés les uns contre les autres.

La position publique des Talibans est de réclamer le départ de toutes les troupes occidentales du pays avant d'entrer dans des négociations structurées. Le Hezb-e-Islami est plus nuancé sur ce point et demande plutôt un calendrier de retrait comme pré-requis à toute négociation ; il suggère aussi de déployer les troupes occidentales dans des bases spécifiques jusqu'au retrait. Un tel changement de position pourrait être attendu à un certain point de la part des Talibans dans le cadre d'un compromis. Toutefois, l'existence de bases américaines sur le territoire afghan et l'intérêt de Washington de les garder pour la période suivant la transmission des responsabilités de sécurité au gouvernement afghan envisagée pour 2014 pourrait devenir une pierre d'achoppement. D'un point de vue américain, un accord pour conserver ces bases est un pré-requis fondamental pour sa politique antiterroriste, principalement avec l'idée que la frontière pakistano-afghane sert de zone d'entraînement pour toute une variété de militants islamistes et de groupes terroristes et que le Pakistan – et avec lui son arsenal nucléaire – pourrait tomber aux mains de groupes militants. Il est difficile d'imaginer, pourtant, qu'un mouvement dont la raison d'être est devenue avec le temps de combattre une « occupation étrangère » puisse accepter de telles installations sur le long terme et certains proches du mouvement ont déjà exprimé un tel avis²⁰. La situation serait la même pour le maintien d'une mission de « formation ».

En outre, la majorité de l'opposition politique aimerait voir le départ des troupes et pousse pour un statut d'accord des forces, en attendant, comme l'ont montré nombre d'initiatives dans la *Wolesi Jirga* (chambre basse) 2005-2010. Aussi bien le camp Karzaï que les forces pro-démocratiques, pendant ce temps, voient la présence des troupes comme une mesure assurant leur capacité de maintenir le pouvoir ou favorable à la continuation de la liberté et des droits. Ce qu'ils ont tous en commun, y compris les Talibans, quoique avec des différences de degré, c'est la demande d'un *modus operandi* respectant l'intégrité des Afghans et une désapprobation croissante de l'approche actuelle d'usage de la force – ce que l'armée américaine appelle les opérations « cinétiques »²¹ – et d'opérations des Forces spéciales. Seuls quelques-uns en Occident voient la question des bases comme controversée et échappent aux cadres de pensée habituels. Selig Harrison, par exemple, propose non seulement un « *retrait complet de toutes les forces de combat des Etats-Unis et de l'OTAN dans les trois ans, mais aussi [...] la fin de l'accès de l'armée américaine à des bases en Afghanistan, y compris les bases aériennes, dans les cinq ans* », mais aussi « *[en] conjonction avec [ce] processus de désengagement [...] un accord multilatéral assurant la neutralisation militaire de l'Afghanistan* »²². Seules ces conditions réunies retireraient la motivation première de tous les différents éléments de l'insurrection.

En ce qui concerne l'organisation politique future de l'Afghanistan, les Talibans demandent la ré-institution de l'Emirat islamique fondé sur la *charia*. Cependant, leurs dirigeants ont aussi fait des déclarations qui incluent la possibilité de « consultations » avec d'autres groupes au sujet de la structure du futur Etat. Le Hiz-e-Islami Gulbuddin (HIG-Hekmatyar), en revanche, est favorable à un système parlementaire issu de l'élection et fondé sur des partis, avec de hauts obstacles qui, dans les faits, limiteraient significativement l'ouverture du système. Le camp Karzaï, l'opposition politique et les forces pro-démocratiques ne sont pas unifiés sur ce point : tandis que les premiers préféreraient maintenir le système présidentiel et fortement centralisé actuel, l'opposition opte pour une transition vers un système parlementaire et certains d'entre eux pour un système fédéral ; les

²⁰ Entretien de Thomas Ruttig avec un Taliban récemment libéré de prison, Kaboul, mars 2010.

²¹ Une « opération cinétique » comporte le recours à une force militaire pour attaquer et détruire l'ennemi. Une « opération non cinétique » est une activité militaire sans combat.

²² Selig S. HARRISON, « How to leave Afghanistan without losing », *Foreign Policy online*, 24 août 2010.

forces pro-démocratiques sont favorables à un système aussi ouvert que possible et tendraient par conséquent vers l'option parlementaire. La plupart des forces politiques, à l'exception des fédéralistes, préfère un Etat centralisé unitaire. En ce qui concerne le rôle politique futur des dirigeants des organisations principales d'insurgés, a été lancée une proposition qui aurait pour résultat que les leaders talibans et de l'HIIG, le mollah Omar et Hekmatyar, partiraient en exil en Arabie saoudite ou dans un autre pays islamique, « *avec la protection et le traitement d'un ancien chef d'Etat* »²³.

Cependant, il est difficile de croire que ces deux organisations accepteraient cette offre, étant donné le rôle-clef joué par les deux chefs et, dans le cas du mollah Omar, le rôle symbolique comme incarnation de l'unité des différents réseaux talibans. Renoncer au mollah Omar mettrait fondamentalement en danger la cohérence même du mouvement. On ne doit pas confondre cette situation avec l'autre proposition, selon laquelle le mollah Omar ne devrait pas participer directement aux négociations – c'est aussi une question de sécurité – et qu'en particulier les Talibans ont besoin d'une « adresse » à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Afghanistan.

De son côté, l'Occident a déterminé ses propres pré-conditions que les Talibans doivent remplir pour entrer dans quelque négociation officielle que ce soit : accepter la constitution afghane actuelle (ce qui inclurait un large éventail de normes et de critères internationaux, droits de l'homme, droits des femmes, liberté de la presse, liberté d'expression, etc.), mettre fin à la violence, déposer les armes et couper tous liens avec Al Qaïda. Cette dernière mesure ne semble pas être hors de portée : les Talibans ont à plusieurs reprises été très clairs sur le fait qu'ils ne partagent pas l'agenda djihadiste international d'Al Qaïda et qu'ils ne sont pas organisationnellement liés au groupe. Néanmoins, déposer les armes, dans le cadre des programmes de réintégration sera inacceptable parce que c'est perçu par les Talibans comme une demande de reddition. Jusqu'à présent, des groupes périphériques ont accepté cette offre, souvent sous la pression de factions rivales. De tels groupes pourraient bien retraverser la ligne de front quand cette raison disparaîtra. Les tentatives soviéto-afghanes de réconciliation dans les années 1980 et 1990 ont montré qu'une telle approche, fondée sur des incitations, ouvrait la voie à de multiples changements de position.

La capacité et la volonté des Talibans de modifier ou d'adapter leurs positions politiques sur les questions importantes et controversées qui ont influencé leurs relations avec la « communauté internationale » avant 2001 ont déjà été examinées. En revanche, ce qui est largement incertain, c'est de savoir quelle est l'ampleur de ces changements de positionnement, s'ils sont durables et acceptés par l'ensemble des responsables et il sera difficile de s'assurer que ces derniers ne reviendront pas dessus à un moment ou à un autre.

Obstacles

La capacité de négociation des Talibans est également entravée par le manque d'un « bras politique » comme le Sinn Fein l'a été pour l'IRA, Herri Batasuna pour l'ETA ou l'Unión Patriótica pour les FARC colombiens. Le Comité politique du Conseil des dirigeants est trop dépendant des dirigeants et n'a ni l'autonomie intrinsèque pour agir ni, du moins en ce moment et en contraste avec 2007-2008, l'autorité pour négocier. Cela étant, ce qui est plus important, c'est qu'on ne sait pas si la discussion sur le trop grand nombre de victimes civiles et le besoin d'une solution politique continuent d'être d'actualité parmi eux après le *surge* américain qui a commencé au début de 2009 et a été perçu par les Talibans comme une

²³

Kathy GANNON, « Taliban set preconditions for formal peace talks », Associated Press, 6 oct. 2010.

« déclaration de guerre » ; bref, s'il y a toujours une « faction » de « colombes » pragmatiques en leur sein.

Par conséquent, il est plus utile de faire une différence entre des courants différents mais pas structurés. D'un côté, il y a les pragmatiques, ceux qui pensent politiquement, les Talibans favorables aux négociations, qui comprennent qu'une solution politique est désirable mais qui sont quand même des islamistes conservateurs. Il est nécessaire de les comparer à ceux qui sont favorables à une approche purement militaire, souvent combinée avec un recours important aux moyens terroristes. Ces deux groupes se disputent l'allégeance des soldats de base *majburi* et *naraz* – « forcés » et « déçus », en raison de leur marginalisation et de leur exclusion –, qui sont apolitiques ou moins politiques²⁴. Avec leur portée géographique qui ne cesse de s'étendre, leur envergure opérationnelle sans limite, ainsi que les partisans de la ligne dure aujourd'hui en position dominante, il est possible que les Talibans n'aient pas envie de négocier et préfèrent patienter jusqu'au retrait des troupes occidentales.

La capacité des Occidentaux à négocier est entravée par la stratégie dominante actuelle de « tirer et parler », qui, en réalité, se résume à une tentative d'affaiblissement des Talibans et de gain d'une « position de force » avant d'entrer dans des négociations sérieuses. Du côté occidental, il serait extrêmement utile qu'un accord négocié redéfinisse une chronologie de l'engagement occidental en Afghanistan – au-delà du retrait militaire – et s'engage authentiquement et plus en profondeur, ce qui inclurait un investissement dans les institutions afghanes de l'aide et du développement.

Le « facteur pakistanais »

Les Talibans et leurs réseaux associés, aussi bien que l'HIG peuvent s'appuyer sur un système de relations extensives avec la population tribale locale, avec des entités du gouvernement pakistanais, au premier rang desquelles ses forces armées, avec l'Agence de renseignement (ISI-Interservices Intelligence) et le Frontier Corps (force paramilitaire), tout autant qu'avec divers partis islamiques et groupes terroristes des Zones tribales et au-delà. Ce soutien logistique et politique qu'ils reçoivent du Pakistan et au Pakistan appartient clairement à l'infrastructure des insurgés. Cette approche pakistanaise – démentie pendant de nombreuses années, mais aujourd'hui revendiquée avec beaucoup d'assurance²⁵ – résulte de la relation tendue entre l'Afghanistan et le Pakistan depuis la création de ce dernier en 1947.

Dans ce nouveau « Grand Jeu » rempli de contradictions, des officiers de l'ISI officiellement à la retraite, désormais partisans revendiqués d'un programme islamiste et anti-occidental, sont aussi un instrument politique « hors-sol » qui fournit à l'armée pakistanaise une « possibilité de démentir ». Lié à cela, le réseau Haqqani semble bénéficier d'un statut plus favorable en ce moment. Ces structures et ces liens sont vitaux pour les Talibans. On peut aussi, sans prendre trop de risques, faire l'hypothèse que les responsables Talibans qui ont été envoyés à Kaboul pour négocier – si ce fait était avéré – l'ont été avec l'accord, voire l'obligation, du Pakistan. Tant qu'Islamabad reste pris dans un tel jeu et que l'Inde et le

²⁴ Cf. Martine VAN BILJERT, « Unruly commanders and violent power struggles : Taliban networks in Uruzgan », in Antonio GIUSTOZZI (dir.), *Decoding the New Taliban : Insights from the Afghan Field*, Londres, 2009, pp. 160–161.

²⁵ Le chef militaire pakistanais, le général Ashfaq Pervez Kayani, a indiqué à l'OTAN que son pays serait prêt à ouvrir des canaux de communication avec les Talibans. Cf. Jane PERLEZ, « Pakistan is said to pursue role in US-Afghan talks », *New York Times*, 9 fév. 2010. Un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères à Islamabad va encore plus loin : « nous avons une influence considérable sur les Talibans et nous jouerons notre rôle pour amener la paix en Afghanistan ». Cf. Willi GERMUND, « Pakistan lässt Taliban-chef auffliegen », *Salzburger Nachrichten*, 17 févr. 2010.

Pakistan ne font pas rentrer la moindre modération dans leur conflit (question du Cachemire), une solution en Afghanistan reste très difficile. Par conséquent, les étapes vers une détente entre ces deux pays sont vitales pour une stabilisation en Afghanistan. Cela pourrait fournir une redéfinition réaliste des intérêts de sécurité nationale des deux pays dans ce contexte régional.

Peut-être 2011 peut-elle fournir quelques progrès sur un aspect important, mais presque totalement négligé : l'implication des Afghans dans le processus de réconciliation. L'accent jusqu'à présent a été mis de façon quasi exclusive sur des négociations à haut niveau, qui ne se sont pas encore matérialisées. Ces négociations sont importantes et seront, à terme, le moyen d'obtenir un accord. Toutefois, une solution politique durable nécessitera d'impliquer les Afghans ordinaires d'une façon qui irait au-delà des rassemblements surtout décoratifs auxquels on a pu assister ces dernières années (la *Jirga* de paix de 2010 est un exemple). Les groupes de la société civile, les intellectuels, les élites traditionnelles, les entreprises devraient être impliquées et avoir la possibilité de faire entendre leur voix. Ces groupes, qui sont tenus de plus en plus à l'écart de la prise de décisions, ont la possibilité d'influencer les discussions au plus haut niveau.

MIEUX COMPRENDRE LA NOUVELLE ECONOMIE POLITIQUE AFGHANE

Au fil de décennies de conflit, l'Afghanistan a développé une importante économie de guerre, au centre de laquelle se trouvent le trafic de drogue, l'exploitation des ressources naturelles et les flux d'approvisionnement en armes, carburant et soutiens financiers²⁶. Ce système, qui a montré sa résilience et sa capacité d'adaptation aux différentes phases du conflit, est fermement ancré dans les réseaux de solidarité et de loyauté tribale, tout en étant très connecté à l'économie mondiale. Le pouvoir politique et les intérêts économiques sont ainsi devenus étroitement liés. L'accès aux marchés et aux profits qui en découlent passe par l'accès au pouvoir politique et à l'usage de la violence politique. La mobilité dans les élites afghanes, en particulier au sein du gouvernement, est ainsi conditionnée par la capacité de participer aux mécanismes en place de facilitation du commerce de la drogue, d'achat et de vente de positions lucratives et de recherche de rentes.

La présence militaire internationale et l'assistance au développement ont fait augmenter les prix dans cette économie politique, perturbant l'équilibre des pouvoirs et donnant une opportunité supplémentaire de manipulation et d'abus – comme cela a été le cas par le passé. Il en est ainsi, de façon évidente, en ce qui concerne les chefs de guerre afghans, qui ont été recrutés dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Souvent anglophones, éduqués et très jeunes, ils ont été nommés conseillers auprès du gouvernement et ont désormais accès à d'immenses opportunités politiques et économiques. Les discussions, qui ont eu lieu dès 2001, autour de la cooptation des « seigneurs de guerre » au sein du gouvernement central ont toujours eu un important aspect économique : de fait, la présence d'hommes forts disposant d'une forte assise régionale et locale, de sources de revenus importantes et de leurs

²⁶ Pour une description des développements historiques de l'économie de guerre en Afghanistan, cf. Barnett RUBIN, « The political economy of war and peace in Afghanistan », *World Development*, vol. VIII, n° 10, 2000. Pour une géographie de l'économie de guerre en « temps de paix », cf. Jonathan GOODHAND, « From war economy to peace economy », communication à la Conférence sur le développement de l'Etat et l'engagement international en Afghanistan, Bonn, 30 mai-1^{er} juin 2003. Pour une discussion sur le rôle du transport transfrontalier pendant l'émergence des Talibans, cf. Ahmed RASHID, *Taliban : Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, Yale University Press, 2000, et Neamatullah NOJUMI, « The rise and fall of the Taliban », in Robert D. CREWS / Amin TARZI (dir.), *The Taliban and the Crisis of Afghanistan*, Harvard University Press, 2008.

propres forces armées faisait craindre que le pays se désagrègeât en une série de fiefs locaux. Aujourd'hui, cela ne constitue plus la préoccupation principale à l'égard de l'intégrité de l'Etat afghan. Au contraire, nous assistons à un alignement des intérêts politiques et économiques, qui comprend le gouvernement central et les hommes forts au niveau régional – et exclut tout le reste.

La division traditionnelle entre l'Etat afghan et la société afghane s'est reproduite sous le régime actuel, menant à la déception et à l'exclusion, à un sentiment de marginalisation ressenti par une grande partie de la population. Tous les groupes ethniques et de nombreux groupes sociaux – par exemple l'élite éduquée, mais également les anciens commandants *moudjabidin* – partagent le sentiment d'avoir été floués au profit d'autres groupes plus puissants ou plus habiles. Beaucoup ressentent également le fait que le « commun des mortels » a été exclu en raison du niveau atteint par la corruption, l'indifférence ou la supercherie.

Bien que les experts de la reconstruction post-conflit soient tous bien informés sur ces dynamiques, peu ont prévu le degré auquel certains groupes d'intérêt économique ou certaines factions parviendraient à capter l'appareil étatique. Ce n'est que récemment que les acteurs internationaux en Afghanistan, Etats-Unis en tête, ont commencé à apprécier l'effet dévastateur de la corruption et de la formation d'élites politiques et économiques capables de se placer au-dessus de la loi²⁷. En réalité, pour comprendre la mesure des glissements qui se sont opérés dans les relations de pouvoir en Afghanistan, il est essentiel d'aborder des sujets tels que la banque, le secteur minier, l'importation de carburant, le commerce illégal du bois, le monde obscur des contractants et, plus généralement, l'impact des flux considérables de financement venant de l'Occident sur l'économie et la politique afghane. L'usage de la force a encore une belle vie devant lui comme monnaie courante dans les relations de pouvoir en Afghanistan, mais il devient évident que les flux financiers et les relations économiques – et non plus la force seule – dessinent l'Afghanistan.

Le phénomène des contractuels travaillant pour les forces militaires internationales et les agences d'aide au développement est devenu l'une des plus importantes sources de financement vers l'Afghanistan depuis 2001. Le gouvernement américain à lui seul a dépensé 17 milliards de dollars pour financer des projets gérés par 7 000 contractuels afghans et étrangers entre 2007 et 2009²⁸. Parmi ceux-là, certaines entreprises, aussi bien afghanes qu'étrangères, ont reçu des contrats valant plusieurs centaines de millions par an, souvent grâce à des réseaux de connaissance plus que par compétence technique. Des sommes considérables sont arrivées dans des mains privées, ajoutant au flux de devises qui sortent d'Afghanistan par l'aéroport, souvent sur des palettes remplies de billets, à hauteur d'1 milliard de dollars par an²⁹.

Il s'avère très difficile de garder une trace de ces différents flux de soi-disant assistance en Afghanistan depuis 2001, cela, particulièrement pour les analystes indépendants, car les détails de ces contrats ne sont que rarement rendus publics. A plusieurs reprises, l'Afghanistan Analysts Network (AAN) a tenté de comprendre comment certains contrats de construction avaient été passés, mais nous n'avons que rarement pu suivre leur trace dans sa totalité. Dès qu'un contrat est passé avec une agence de financement, celui-là est presque

²⁷ Le gouvernement américain a créé plusieurs groupes de travail pour suivre les dépenses et les contrats américains. Cf. le Rapport du Département de la Défense au Congrès, nov. 2010.

²⁸ « US government obligated over \$ 17.7 billion to about 7,000 contractors for Afghan reconstruction during 2007-2009 », disponible sur le site Internet www.sigar.mil/pdf/audits/SIGAR%20Audit-11-4.pdf.

²⁹ Andrew HIGGINS, « Officials puzzle over millions of dollars leaving Afghanistan by plane for Dubai », *Washington Post*, 25 fév. 2010.

toujours ré-attribué à un sous-contractant à l'identité et aux connections politiques peu connues.

L'un des télégrammes diplomatiques rendus public par Wikileaks en 2010 donne un rare aperçu de l'évaluation du gouvernement américain dans un cas qu'AAN suivait depuis plusieurs mois, concernant le gouverneur de la province de Paktia, Juma Khan Hamdard, et l'attribution d'un contrat de l'agence de développement américaine USAID pour la construction d'une route entre Ghazni et Gardez passé avec le fils du gouverneur. Selon les documents de Wikileaks, l'ambassade américaine estimait que le gouverneur était « *au centre d'un vaste réseau de corruption impliquant également le chef de la police provinciale et plusieurs directeurs de ministères afghans* », l'accusant de « *pomper les fonds de développement du gouvernement américain* » ; les accusations de corruption provenaient « *de tous horizons, y compris du secteur privé et des fonctionnaires locaux. Les Afghans de la province pensent qu'il est corrompu* » : ce télégramme détaille les activités de Hamdard essayant de forcer des contractants et l'équipe de reconstruction provinciale (PRT) à être complice de ces agissements³⁰. Le cas du gouverneur de Paktia offre une rare illustration officielle de la relation entre corruption, contrebande et réseaux politiques, avec la coopération des réseaux d'aide militaire et de développement. Le télégramme de Wikileaks donne plus de détails : « *des entretiens confirment qu'il existe en général quatre opportunités au niveau provincial pour détourner les contrats du gouvernement américain au cours d'un projet de développement. La première arrive pendant la phase d'appel d'offres. Pendant cette étape, les directeurs des ministères participant au comité d'attribution du marché peuvent recevoir des paiements pour truquer le processus de notation donnée à certains candidats. La deuxième opportunité a lieu quand le contacteur demande un permis pour commencer le travail. Au niveau provincial, la signature du gouverneur est en général nécessaire pour la validation de ce permis et des paiements sont demandés par des intermédiaires pour assurer que les documents, tampons et signatures nécessaires sont obtenus. La troisième occasion a lieu durant la phase d'évaluation et du contrôle de la qualité. A ce stade, les travailleurs peuvent être arrêtés et détenus jusqu'à ce que le fonctionnaire qui a demandé le contrôle reçoive des pots de vins. Ces pots de vins devront aussi être versés par les entreprises qui n'ont pas bien fait leur travail mais qui ont besoin de recevoir une évaluation positive. Enfin, la dernière opportunité de corruption a lieu lors de la cérémonie d'inauguration, au cours de laquelle d'importantes sommes d'argent changent de mains durant la cérémonie de remise de cadeaux* »³¹.

Certains rapports récents du Congrès américain donnent également un aperçu des relations complexes qui existent entre l'intervention internationale et les élites locales dans le milieu des affaires et de la sécurité³². Une enquête mandatée par le Congrès pour examiner un important contrat du Département de la Défense dans le domaine du transport routier (le Afghan Host Nation Trucking, d'une valeur de \$ 2,16 milliards) a conclu que les Etats-Unis avaient « *intentionnellement pris part à un vaste réseau de protection et, en tant que tel, pourraient financer indirectement les mêmes insurgés qu'ils combattent* ». Le document illustre la dépendance de la communauté militaire et de l'assistance au développement envers les compagnies de sécurité privées et les contractuels locaux qui leur apportent un soutien en matière de logistique, réalisation de projets et sécurité. Cette dépendance est souvent synonyme de contrôle par des commandants locaux, dont le statut a été conforté par cet accès aux ressources financières et

³⁰ Cf. Kate CLARK, « Wikileaks and the Paktia governor », Afghanistan Analysts Network, 6 déc. 2010, disponible sur le site Internet aan-afghanistan.com/index.asp?id=1367. Le télégramme diplomatique de l'ambassade américaine est disponible sur le site Internet www.lemonde.fr/documents-wikileaks/visuel/2010/12/06/wikileaks-lire-les-memos-diplomatiques_1449709_1446239.html.

³¹ Kate CLARK, *ibid.*

³² Cf. le rapport du député américain John Tierney pour la Chambre des Représentants, « Warlord Inc. », disponible sur le site Internet www.boston.com/news/politics/politicalintelligence/HNT%20Report%20EMBARGOED%20UNTIL%20JUNE%2021%2011PM.pdf.

à l'armement qui viennent avec ces contrats. Les voilà à nouveau capables de fermer des routes et de contrôler la population locale³³.

Ce problème est rendu encore plus complexe par le fait que les acteurs internationaux en Afghanistan tolèrent depuis longtemps et contribuent parfois au peu de respect pour la loi afghane, à la captation de l'appareil de l'Etat à travers des réseaux semi-criminels et d'intérêt ainsi qu'à l'accumulation de vastes sommes d'argent dans les mains d'acteurs nocifs. Au cours des neuf dernières années, les contractuels internationaux, les décideurs politiques, les acteurs du développement et les militaires sont devenus partie prenante d'un réseau mafieux – parfois en tant qu'otages, parfois comme mécènes sans le savoir, mais également activement et en pleine connaissance de cause, à la recherche d'un intérêt économique, politique ou sécuritaire.

Les liens étroits entre le monde des contractuels, les réseaux de trafic de drogue, le gouvernement local, les compagnies de sécurité privées et l'insurrection ont des implications importantes pour l'avenir de l'Afghanistan. Cela affecte la lutte contre la corruption et l'impunité, la construction de forces armées indépendantes et de confiance, le renforcement de la bonne gouvernance, la réintégration des anciens combattants, la protection des droits de l'homme et l'utilisation responsable des aides financières. Plus important encore, cela mène également à l'émergence d'une nouvelle élite qui forme l'avenir de l'Afghanistan. Ces phénomènes devront être mieux compris pour ne pas se perdre dans l'Afghanistan de demain.

* *

*

Les dynamiques de la réconciliation et la complexité grandissante de la nouvelle économie afghane compliquent considérablement la lecture de la situation dans le pays et dans la région. De plus, un épais brouillard de « communication stratégique » descend sur l'Afghanistan et va s'épaissir à mesure que la date de 2014 approche, permettant ainsi aux troupes étrangères de dessiner une sortie de crise soi-disant honorable du théâtre afghan.

Les rares éléments de la société afghane qui ont les capacités et la volonté de décrire précisément et d'influencer positivement la situation réelle risquent de se retrouver de plus en plus marginalisés. Ces groupes et ces individus, les médias afghans courageux, les activistes des droits de l'homme, les mouvements politiques, les leaders d'opinion et les négociateurs locaux bienveillants devront être soutenus afin de maintenir leurs activités importantes pendant ces années qui s'annoncent difficiles.

Le conflit afghan entre dans une nouvelle phase et il devient plus que jamais impératif de porter des témoignages honnêtes, fondés sur l'expérience des gens dans les villages et les districts, et de garder une trace des événements tels qu'ils se passent vraiment.

³³ Cf. Martine VAN BIJLERT, « Corruption, corruption, corruption », Afghanistan Analysts Network, 20 nov. 2010, disponible sur le site Internet www.aan-afghanistan.org/index.asp?id=459.